

Alain Beitone
29 Rue Fongate
13006 Marseille
06 14 30 54 08

Marseille le 2 février 2011

Chère collègue, cher collègue,

Une refonte des programmes de sciences économiques et sociales des lycées est en cours. Le programme de la classe de première a été adopté et publié, le projet de programme pour la classe terminale est en voie d'achèvement. Une campagne de critique de ces programmes a été lancée, campagne habile et efficace il faut le reconnaître, mais que ne laisse guère de place au pluralisme.

Je souhaite donc vous faire part du texte du programme de première et des quelques remarques ci-dessous. Manière, face aux critiques, de respecter les droits de la défense.

Le groupe d'experts présidé par Jacques Le Cacheux (OFCE) a travaillé à partir de quelques idées simples mais, nous semble-t-il, importantes :

Nous pensons, que la science économique, la sociologie et la science politique sont des disciplines distinctes et qu'il convient de le faire percevoir aux élèves. Nous pensons que chacune d'elle utilise ses propres méthodes, ses propres concepts, mobilise des traditions théoriques différentes. Cependant, bien évidemment, nous ne sommes pas favorables à « l'enfermement disciplinaire », c'est pourquoi le programme comporte des « regards croisés » qui portent en première sur l'entreprise et sur l'Etat-Providence. Sur ces objets, les professeurs sont invités à mobiliser à la fois les apports de la science économique, de la sociologie et de la science politique. Mais nous pensons que l'élève ne peut « croiser les regards disciplinaires » que s'il a une connaissance, même élémentaire, des regards disciplinaires en question. Partir de débats de société, comme certains le proposent, sans s'assurer que les élèves maîtrisent un certain nombre de connaissances de base nous semble constituer une démarche difficile (puisqu'on part de questions complexes) et dangereuse (car les élèves risquent d'en rester au débat d'opinion et de ne jamais acquérir les connaissances de base indispensables).

Nous pensons qu'il existe un certain nombre d'outils conceptuels et analytiques que les élèves doivent connaître s'ils veulent comprendre le monde et exercer leur esprit critique. Par exemple dans le programme de première figurent les concepts de « normes », « valeurs », « socialisation », « Etat de droit », « citoyenneté », « déviance », « prix relatif », « asymétrie d'information », « bien collectif », « externalité ». Nous pensons que les élèves ne peuvent ignorer ces concepts, si on veut les aider à comprendre l'intégration sociale et les relations sociales, l'Etat-providence et les défaillances du marché, et d'autres questions à propos de la monnaie, de l'entreprise, de l'ordre politique. On nous reproche de donner trop de place aux mécanismes de marché. Mais nous vivons dans une économie de marché et pour la comprendre, l'approuver ou la critiquer, il faut comprendre comment fonctionne le marché. Enseigner les mécanismes du marché, ce n'est pas faire l'apologie du marché, c'est donner aux élèves les moyens intellectuels d'un recul critique. C'est pourquoi, la partie

relative au marché du programme de première comporte deux questions qui portent sur le fonctionnement du marché et deux questions qui portent sur les défaillances du marché. De plus, la partie sociologique du programme fait référence aux concepts de « réseaux sociaux », de « capital social », de « force des liens faibles », bref aux approches de la sociologie économique qui contribuent à une approche plurielle des relations marchandes et qui permettent de montrer leur « encastrement » dans les relations sociales.

Sans manquer à l'obligation de réserve, je peux vous indiquer qu'en classe de terminale nous proposons de traiter de la justice sociale et des inégalités, de la mondialisation, des crises financières, des politiques climatiques, etc. Prétendre, dans ces conditions que nous évitons les enjeux sociaux et politique est, pour le moins, une inexactitude.

Notre objectif, est d'améliorer la formation en sciences sociales des élèves pour leur permettre de mieux comprendre un monde qui se transforme. Il faut pour cela intégrer aux programmes les avancées des disciplines de référence que sont la science économique, la sociologie et la science politique. Il s'agit aussi de mieux préparer les élèves à la poursuite d'études dans l'enseignement supérieur en leur donnant une approche des sciences sociales plus conforme à ce qui s'enseigne dans les formations post-baccalauréat.

Prétendre, comme l'affirment certains, que ce programme correspond à une entreprise de « normalisation » et « d'aseptisation », prétendre que le groupe d'experts se plie aux injonctions du MEDEF ou du pouvoir politique c'est ne pas connaître la composition de ce groupe et/ou ne pas lire le programme.

Je suis confus d'avoir été si long, mais la formation en sciences sociales est, selon moi, un enjeu majeur à propos duquel il faut éviter les approches unilatérales et les outrances verbales. Une implication plus forte de la communauté des chercheurs et des universitaires dans ce débat me semble indispensable.

Bien cordialement

PS : Bien évidemment cette lettre n'engage que moi